



## AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

### Section I : Pouvoir adjudicateur

#### I.1) NOM ET ADRESSES :

CA VAR ESTEREL MEDITERRANEE, à l'attention de M BERTORA Roland , Président de la CAVEM, 624  
Chemin Aurélien , Lieu dit CS 50133 , 83707 SAINT RAPHAEL CEDEX , Courriel :  
secretariat.general@cavem.fr, Adresse internet : <http://www.cavem.fr>  
Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://marches-securises.fr>  
Accès électronique à l'information (URL) : <https://www.marches-securises.fr>  
Soumission des offres et des demandes de participation par voie électronique : <https://www.marches-securises.fr>

#### I.2) PROCEDURE CONJOINTE :

#### I.3) COMMUNICATION :

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse :  
<https://www.marches-securises.fr>

#### Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

#### Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique via : <https://www.marches-securises.fr>

#### I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR :

Organisme de droit public.

#### I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE :

Services généraux des administrations publiques.

### Section II : Objet

#### II.1) ETENDUE DU MARCHÉ:

##### II.1.1) Intitulé :

Suivi et auscultation des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations

##### II.1.2) Code CPV principal :

Mots descripteurs : Prestations de services.

Descripteur principal : 71335000

##### II.1.3) Type de marché :

Service.

##### II.1.4) Description succincte :

Suivi et auscultation des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations.

##### II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 640000.00

##### II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : Non

#### II.2) DESCRIPTION :

##### II.2.1) Intitulé :

##### II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) :

Mots descripteurs : Prestations de services.

Code(s) CPV additionnel(s) : 71335000

##### II.2.3) Lieu d'exécution :

Code NUTS : FRL05.

Lieu principal d'exécution : Territoire de la CAVEM 83700 SAINT RAPHAEL

##### II.2.4) Description des prestations :

Forme de marché : à bons de commande avec minimum et maximum. Le marché est conclu pour une période initiale qui débute à la notification du marché jusqu'au 31/12/2020 (soit 3 mois environ pour sa période initiale)

Montant total des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre (montant identique pour chaque période de reconduction) : Minimum HT 20 000,00 euro(s) : Maximum HT 160 000,00 euro(s). Les seuils minimum et maximum seront calculés au prorata temporis pour la période initiale.

**II.2.5) Critères d'attribution :**

Critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité :

Valeur technique/Pondération : 40%

Prix :

Prix/Pondération : 60%

**II.2.6) Valeur estimée**

Valeur hors TVA : 640000.00 EUR

**II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 3

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : Oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 ans et 3 mois environ sans que celle-ci n'excède le 31/12/2023.

**II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**

**II.2.10) Variantes**

Des variantes seront prises en considération : non

**II.2.11) Information sur les options**

Options : Non

**II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : Non

**II.2.14) Informations complémentaires :**

**Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique**

**III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION :**

**III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Liste et description succincte des conditions : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner; Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail;

**III.1.2) Capacité économique et financière**

Liste et description succincte des critères de sélection : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles;

**III.1.3) Capacité technique et professionnelle**

Liste et description succincte des critères de sélection : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat; Les sociétés doivent faire partie des organismes agréés intervenants pour la sécurité des ouvrages hydrauliques en application des articles R214-129 à R214-132 du code de l'Environnement (agrément en cours de validité) et de l'arrêté du 15 novembre 2017 ; Pour chaque certificat demandé, acceptation de tout moyen de preuve équivalent.

**III.1.5) Informations sur les marchés réservés :**

**III.2) CONDITIONS LIEES AU MARCHÉ :**

**III.2.1) Information relative à la profession**

**III.2.2) Conditions particulières d'exécution :**

Début d'exécution de l'accord-cadre à compter de la date de notification du contrat. Prestations réglées par des prix unitaires Prix révisables annuellement. Aucune avance prévue. Délai global de paiement des prestations de 30 jours. Modalités de financement des prestations : Marché financé par les ressources propres de la collectivité. Aucune clause de garantie financière prévue.

**III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché**

**III.2.4) Marché éligible au MPS**

La transmission et la vérification des documents de candidatures peuvent être effectuées par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

**Section IV : Procédure**

**IV.1) DESCRIPTION :**

**IV.1.1) Type de procédure**

Procédure ouverte

**IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur

**IV.1.4) Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue**

**IV.1.5) Information sur la négociation**

**IV.1.6) Enchère électronique :**

**IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : Oui

**IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF :**

**IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

22/07/2020 à 16 H 00

**IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**

**IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation**

Français

**IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :**

Durée en mois : 6 (A compter de la date limite de réception des offres)

**IV.2.7) Modalités d'ouverture des offres**

Date : 31/07/2020 à 14 H 00

**Section VI : Renseignements complémentaires**

**VI.1) RENOUELEMENT**

Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable

**VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1 et DC2 (disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME). La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. Les candidats se présentent dans les conditions suivantes : Les sociétés doivent faire partie des organismes agréés intervenants pour la sécurité des ouvrages hydrauliques en application des articles R214-129 à R214-132 du code de l'Environnement (agrément en cours de validité) et de l'arrêté du 15 novembre 2017 précisant les catégories et critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques ainsi que l'organisation administrative de leur délivrance. Numéro de la consultation : 2020F005 Une visite sur site est préconisée. Les conditions de visites sont les suivantes : La visite préalable des lieux permet aux candidats de prendre parfaitement en compte, dans leur proposition, les contraintes techniques inhérentes au lieu d'exécution des prestations. Les rendez-vous peuvent être pris auprès de Violaine FERRER au 07.81.98.18.23 La visite pourra être effectuée au plus tard le vendredi 10 juillet 2020.

**VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS :**

**VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON, 5, rue Racine , Lieu dit CS 40510 , 83041 TOULON , Cedex 9

**VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :**

Tribunal Administratif de Toulon, 5, rue Racine , BP 40510 , 83041 TOULON , Cedex 9 , Téléphone : 0494427930 , Courriel : [greffe.ta-toulon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulon@juradm.fr) , Fax : 0494427989 , Adresse internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**VI.4.3) Introduction de recours :**

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

**VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS**

10/06/2020